

Rapport au Collectif National du samedi 23 septembre

Rapporteur: Karine Delpas

Depuis le mois de juillet, l'actualité sociale n'aura pas connu beaucoup de trêves. Durant tout l'été, les exigences contre les inégalités ont continué à s'affirmer, du rejet du PARE par la majorité des syndicats et du gouvernement (même si tout n'est pas encore gagné) à la contestation grandissante de la mondialisation sauvage s'opérant au mépris des besoins sociaux et démocratiques.

Après Seattle, après le rassemblement à Millau, de nouveaux liens continuent à se tisser pour mondialiser les luttes, les solidarités et la citoyenneté. Alors, lutte des chômeurs, des marins pêcheurs, bataille des sans-fac... les moyens dégagés par la reprise économique renforcent les exigences. Au moment où la croissance paraît plus durable, où les résultats financiers des entreprises explosent, comment enrayer l'aspiration majoritaire à ce que cette croissance soit partagée, redistribuée?

Dans ce contexte, ne sous-estimons pas notre propre actualité universitaire. Dans une société toujours plus exigeante en matière de connaissances, les refus d'inscription et le manque de moyens n'ont pas laissé indifférents. En effet, pour le seul mois de juillet, ce sont plus de 1000 sans-fac recensés sur la région parisienne, un rassemblement unitaire devant le rectorat réussi en nombre de bacheliers présents et en couverture médiatique, c'est la CPU qui interpelle Lang sur la nécessité d'augmenter le budget de l'Enseignement Supérieur, ce sont les présidents d'université de lettres et sciences humaines qui condamnent les normes Sanrémo. Enfin, ce sont, dès juillet, de graves difficultés de rentrée annoncées par Toulouse 2, Montpellier 3 et Lyon 2.

Le ton est donné!

Tout ceci n'est pas sans conséquence sur l'état d'esprit des jeunes. Que ce soit à Millau ou sur les festivals, l'aspect festif et convivial est très prisé, mais c'est aussi en quête d'informations, de débats et d'actions que les jeunes y sont de plus en plus présents de manière active.

Par exemple à Millau, beaucoup de jeunes prenaient des notes pendant les débats, s'arrêtaient sur les stands pour discuter ou piocher des analyses sur des sujets aussi divers que la santé, l'école, les discriminations...

Ce comportement, nous l'avons vérifié lors des chaînes de juillet avec la disponibilité des étudiants à discuter, lire les 4 pages, signer une pétition, se syndiquer ou s'emparer des dispositifs d'urgence mis en place par l'UNEF. Ainsi, de nombreux sans-fac n'ont pas opté pour l'attentisme mais pour l'action collective.

A Tolbiac, Saint-Denis, Nanterre, Censier, c'est par centaines qu'ils ont participé à des AG, beaucoup ont également décidé d'aider les militants de l'UNEF à tenir des tables ou faire des tours téléphoniques.

De la même manière, le débat autour de la création d'une nouvelle organisation, avec les coupons de participation, a été particulièrement riche. Les bacheliers comme les réinscriptions ont été à la fois attentifs et intéressés, notamment sur la manière dont chacun pourrait participer à ce processus.

En disant tout cela, il ne s'agit pas d'enjoliver la réalité ou de minimiser le poids du fatalisme. Il s'agit par contre d'être attentifs à tout ce qui bouge chez les étudiants, à leurs centres d'intérêts, aux difficultés qu'ils rencontrent pour une UNEF utile, offensive lors de cette rentrée.

D'autant que d'offensivité, cette rentrée en aura besoin.

Depuis 3 ans, aucun moyens conséquents n'ont été attribués, et le gel de l'emploi public pèse sur les taux d'encadrements.

Des bourses supplémentaires ont été accordées, c'est une bonne chose, mais en tel nombre que 40% des étudiants continuent à se salarier et le taux d'échec en 1er cycle persiste.

Pourtant, les moyens dégagés par la reprise économique pourraient permettre un réengagement financier important de l'Etat dans la formation.

Mais il ne s'agit pas de réclamer des moyens pour des moyens. C'est pour financer un vrai projet ambitieux pour l'université qu'il y a urgence à investir. Un projet visant à construire **l'université de la réussite pour tous**, qui mette fin à l'échec en DEUG comme à toutes les formes de discriminations. Un projet contribuant à moderniser et renforcer le service public d'Enseignement Supérieur à l'heure où connaissances et technologies évoluent sans cesse. Alors agir pour une université de la réussite, c'est être présents partout où les obstacles se multiplient. C'est gagner des places en fac comme des régularisations, c'est obtenir des aides sociales d'urgence et une modification des critères d'attribution des bourses, c'est agir sur les conditions d'études en exigeant le dédoublement des cours surchargés, c'est aussi intervenir sur la qualité de nos formations... Bref, c'est favoriser à chaque difficulté rencontrée l'intervention collective des étudiants, solliciter leurs propositions, respecter la forme qu'ils choisiront pour être dans l'action.

Pédagogie: Au vu des changements qu'a connus l'Enseignement Supérieur ces dernières années avec la massification (accès d'un nouveau public avec de nouvelles attentes), il devient urgent de transformer nos enseignements. Il y a urgence à réfléchir en profondeur, avec les étudiants et les organisations étudiantes, sur de nouvelles propositions en matière de pédagogie.

La question n'est pas d'abaisser le contenu de nos formations mais au contraire de voir comment elles peuvent être en adéquation avec les attentes des étudiants.

Ainsi, cette rentrée ne peut se faire sans que nous ne nous saisissons de ce débat grandissant: celui de l'articulation entre TD/TP/CM ou encore sur l'articulation de nos formations avec le monde du travail. Il n'existe pas de solution miracle valable pour toutes les formations, au contraire, chaque enseignement a ses propres spécificités. Aussi, plus que jamais, notre fonctionnement par filière peut nous aider à répondre présent aux enjeux pédagogiques.

Nous avons déjà pu le voir, le besoin des étudiants en Art de se rassembler, de se rencontrer pour faire, ensemble, reconnaître leur formation, obtenir des moyens d'urgence, mais aussi pour intervenir sur le contenu de leurs cours, sur l'utilité de ces filières dans la société, besoin qui a été confirmé par la facilité avec laquelle les étudiants en Art ont rempli le questionnaire sur leur filière.

Ce ne sont pas les seuls à s'être organisés autour de leur formation. En effet, depuis près de 3 mois, les étudiants en économie, à l'initiative d'un adhérent de l'UNEF, ont lancé une pétition sur le contenu de leur formation. Elle dénonce notamment l'usage abusif des maths qui, sous couvert de scientification, renforce la sélection. De nombreux enseignants ont répondu présents et appellent à la tenue d'assises en décembre prochain. Une première victoire a été obtenue puisque dès la fin de l'année universitaire, le ministère a demandé aux universités de prendre en compte les revendications des étudiants dans les plaquettes pour les habilitations des diplômes.

C'est unis, étudiants et enseignants, syndicalistes ou non, malgré les divergences, que les étudiants ont pu imposer leurs revendications et faire grandir leurs exigences.

Art et économie ne sont pas les seuls exemples: sur Paris 3 (Censier), les étudiants s'organisent par filière par rapport aux modalités d'examens qui ont changé entre mai et septembre.

A l'image de ces exemples, nous pouvons dès la rentrée proposer aux étudiants et aux autres organisations étudiantes de se rencontrer par filière, en AG, pour débattre du contenu des cours, lister les besoins, faire circuler les cahiers de revendication... Et dès les 1ers CEVU, engager le débat sur les contenus des formations. D'ores et déjà, l'UNEF a des propositions à faire pour nourrir le débat:

- cours à effectifs réduits (25/TD)
- Accès aux nouvelles technologies
- Cours de soutien...

Discriminations: Cette rentrée universitaire est aussi marquée par la lutte contre les inégalités, toutes les discriminations.

Concernant les étudiants étrangers, la circulaire Lang/Chevènement (mise en place d'antennes préfectorales sur les universités) peut renforcer le pouvoir des préfetures à décider de l'avenir de jeunes quelque soit leurs capacités pédagogiques. Les étudiants étrangers se trouvent alors dans une situation de plus en plus compliquée, le pouvoir des préfetures se trouvant renforcé. Alors que seules les universités ont les capacités et les compétences pour accepter ou non les étudiants, nous devons réaffirmer notre opposition au droit que s'octroient les préfetures.

Cependant, la présence des préfetures sur les universités peut se justifier dans la mesure où les démarches sont simplifiées (c'est le cas à Paris 13-Villetaneuse).

"Le savoir n'a pas de frontière" ne doit pas rester incantatoire, il devient plus qu'urgent d'agir dans ce sens. Pendant les chaînes de juillet, la pétition sur la circulaire a eu un bon écho par solidarité mais aussi par rapport à la nécessité à construire une université ouverte et tolérante. Ainsi, il est important de fixer ensemble une journée où cette revendication deviendrait incontournable, en vu d'une table ronde des 3 ministères concernés afin de mettre en place une réelle politique d'accueil, de soutien et d'aide envers les étudiants étrangers.

Enfin, la lutte contre les discriminations ne se limite pas aux étudiants étrangers. D'ores et déjà des rendez-vous sont à retenir comme les 2 rendez-vous pour les droits des Femmes dans le monde avec la marche mondiale des femmes. Nous pouvons, au vu de l'actualité et de nos possibilités, envisager 2 journées d'action sur ce thème dans les universités, ou juste envoyer une délégation de l'UNEF lors des manifs qui auront lieu en octobre à Bruxelles puis au Canada.

La lutte contre les discriminations ne se limite pas aux étudiants étrangers et aux droits des femmes. Les étudiants handicapés, les étudiants homosexuels,... rencontrent aussi des difficultés au quotidien pour réussir leurs études. Nous pourrions ainsi décider d'une journée d'action contre les discriminations, où chaque AGE pourrait choisir un thème plus particulier suivant les problèmes locaux rencontrés.

Aide Sociale: Parmi les dispositifs que l'UNEF met à disposition des étudiants à la rentrée, il y a le "SOS Aide Sociale". La rentrée et le 1er semestre sont les moments clés dans la poursuite et la réussite des études. Elles sont, en effet, souvent conditionnées par l'accès à une aide sociale (exonération, logement, bourse...).

Plus que jamais, vu le contexte social, nous ne pouvons accepter que des étudiants abandonnent leurs études, soient obligés de se salarier... Il est donc d'autant plus nécessaire de mener le dispositif "SOS-Aide Social", non

seulement pour recenser et résoudre les problèmes, mais aussi pour poser de manière forte le besoin d'une réelle réforme de l'Aide Sociale.

Pas de rafistolage, quelques postes d'assistantes sociales par ci, des bourses par là, nous voulons un vrai changement pour un enseignement plus juste. Ainsi, le SOS-Aide Sociale peut servir à réduire les inégalités et, avec les étudiants en galère, envisager un vrai débat sur l'Aide Sociale dont on a besoin pour que tous réussissent leurs études dans de bonnes conditions.

Le budget:

Le budget pour 2001 s'élève à un peu moins de 54 milliards soit une augmentation de 2,73% par rapport au précédent budget. Cette hausse est à relativiser, si on l'aligne sur l'inflation, elle n'est plus que de 0,7%. Cette hausse permet l'embauche de 616 postes d'enseignants supplémentaires, 1000 emplois IATOS, la réalisation de la dernière phase du PSE qui permettra à 500 000 étudiants au total d'être aidés directement à la rentrée 2001.

Pourtant ce budget, notamment suite aux annonces successives de cagnottes, de croissance économique apparaît en dessous des ambitions que nous pourrions attendre. En effet, il reste placé sous le gel de l'emploi public, sous l'idée de gérer l'existant.

Alors qu'aujourd'hui c'est bien de renouveau, d'ambition dont nous avons besoin pour l'Enseignement Supérieur dont nous avons besoin.

Imposer l'Université de la réussite passe bien évidemment par l'augmentation du budget. Alors dans toutes les initiatives remettent la question budgétaire au cœur des préoccupations, des revendications étudiantes paraient nécessaire. Et c'est bien en arrachant des bourses supplémentaires, l'embauche de personnels, la suppression des frais illicites que nous inverserons le rapport de force, en démontrant que l'augmentation du budget est un moyen pour diminuer l'échec en 1er cycle, le salariat étudiant ...

Les exigences nous les imposerons partout en rassemblant le maximum d'étudiants, en organisant des actions collectives (dépôt collectif de lettres au président pour le remboursement des frais illicites, rassemblement, délégation au CROUS...).

Pour permettre à ce projet de l'Université de la réussite de prendre toute son ampleur, il doit être connu et partagé par le plus grand nombre. Il appelle donc une nouvelle intervention étudiante, une citoyenneté renforcée qui permet à chaque étudiant de maîtriser les débats, de peser sur le cours des choses.

Une campagne de rentrée autour du budget paraît donc indispensable. Nous pouvons proposer aux autres organisations d'en être partie prenante. Cette campagne peut se décliner autour de plusieurs thèmes : condition d'études, aide sociale...

Quelle représentativité étudiante ?

Alors la citoyenneté, la démocratie à l'Université deviennent de véritables enjeux pour réussir à imposer un rapport de force favorable aux étudiants.

Au premier plan de cette démocratie, il y a les élus étudiants. Sans revenir sur les acquis du mouvement étudiant, il s'agit aujourd'hui de donner un souffle nouveau à la représentativité étudiante. Loin de demander que seuls les élus auraient leur mot à dire sur les réformes, les projets pour "changer l'Université", c'est au contraire leur donner plus de moyens, une utilité nouvelle aux élus et aux organisations. En effet, leur permettre d'être mieux au cœur des réflexions, de mieux leur donner les outils nécessaires à la réflexion et donc aux actions collectives. Voilà aujourd'hui le chantier que nous devons ouvrir et commencer à avancer des idées pour rénover la démocratie.

De nouveaux espaces de réflexions, d'échanges doivent être mis en place. Par exemple des commissions de site existent, mais elles ne sont abordables ni par les organisations, ni par les étudiants. Imposer partout la présence d'étudiant paraît nécessaire.

A la sortie du mouvement de novembre-décembre 95, dans beaucoup d'Universités ce sont mis en place des délégués d'amphi, qui étaient notamment partie prenante des équipes pédagogiques. Est-ce que cette expérience n'est pas à renouveler à l'heure où la pédagogie est au cœur des débats et où les étudiants ont beaucoup à apporter.

C'est aujourd'hui de proximité dont la démocratie a besoin, de lieux où des réflexions et propositions se croisent. Enfin, en ce qui concerne les institutions, je pense notamment aux différents conseils, des choses là aussi sont à revoir. De l'ordre du jour à la présence de plus d'élus étudiants, en passant par le rôle que ces conseils pourraient avoir afin de consulter, de prendre en compte l'ensemble de la communauté universitaire. Alors sans prendre de modèle dans le mouvement sociale, nous devons tout de même regarder les évolutions de la démocratie sociale : chez les cheminots sur les 35h, sur le PARE... A questions nouvelles, rapports de forces nouveaux et regards nouveaux des citoyens sur les institutions, répondons avec les étudiants à de nouveaux modes de représentations, de nouveaux actes citoyens pour gagner, pour plus d'efficacité.

J'en viens alors à ma troisième partie pour revenir sur la démarche de l'UNEF.

Constructive, offensive et radicale, l'UNEF a toujours placé son activité dans le recherche de son efficacité et des son utilité pour les étudiants. Je voudrais citer ici quelques extraits de l'introduction à notre dernier congrès :

"La question de la radicalité pose alors immédiatement celles du nombre et du rassemblement pour changer l'Université; elle ne se décline pas en slogans incantatoires en initiatives déconnectées des attentes des étudiants, qui en définitive,

loin de les convaincre à lutter, les détournent de toute forme d'engagement, les confortent dans l'attentisme, dans une démarche délégataire.

Non, au contraire, être radical, c'est être à même de rester attentif à tout ce qui bouge, s'exprime ou pas en terme d'exigences, c'est aider à créer des solidarités quand tout pousse au renoncement et au repliement sur soi, c'est prendre le parti pris de l'ouverture, du dialogue, de la confrontation des idées et des expériences, faire de la conjugaison des différences, un atout pour avancer ensemble.

Intervenir et s'organiser pour réussir ses études, participer pour cela à la transformation de l'Enseignement Supérieur n'est pas inné, spontané, nous en faisons quotidiennement l'expérience. L'UNEF a fait le choix d'être utile, efficace pour les étudiants.

Inscrire la radicalité en terme d'efficacité, cela revient à la décliner en recherche du rassemblement majoritairement pour gagner.

Et de nous envoyer alors immédiatement à la faiblesse de la représentation étudiante.

Quand, seuls 13 % des étudiants participent aux élections universitaires, qu'ils sont seulement 3 % à être organisés, toutes structures confondues, je pense qu'on peut parler de crise de la représentation étudiante.

Cette question vaut qu'on s'y attarde parce qu'elle est déterminante, qu'il est essentiel aujourd'hui de combler le fossé qui s'est creusé entre les étudiants, les organisations étudiantes, les lieux et les institutions où doivent s'exercer la citoyenneté étudiante; faute de s'attaquer à cette question, explorer des pistes pour y répondre, ce sont les étudiants et leurs acquis qui sont menacés.

Vous le voyez bien, mon discours est aux antipodes d'un discours corporatiste et boutiqueur, il ne tend pas à dire « tout va mal » pour justifier les propres insuffisances et limites de l'UNEF, appeler à un mieux qui consisterait à accroître son audience en réduisant celles des autres...non décidément, personne ne peut s'en sortir ainsi que l'on soit première, deuxième ou dernière force électorale. Non, personne ne s'en sortira s'il fait l'économie du débat sur la défiance des étudiants vis à vis des organisations, leur hostilité vis à vis des lieux de décision. Avoir ce débat, résoudre cette question, ouvre la possibilité de lever un obstacle majeur au rassemblement des étudiants et donc à la transformation de l'Université."

C'est de ces constats successifs que nous avons à Pantin tiré la nécessité de renforcer le tous ensemble.

Loi des additions d'appareils, c'est dans la construction d'une nouvelle organisation étudiante que nous nous sommes alors engagés.

L'Enseignement Supérieur accueille aujourd'hui des jeunes qui de plus en plus ont des parcours scolaires, des expériences individuelles, des désirs pour leur avenir de plus en plus diversifiés.

Cette diversité nous la retrouvons dans la pluralité des engagements.

Ce qui est entrepris aujourd'hui ne consiste pas à réduire cette diversité. Il s'agit au contraire de chercher à conjuguer les engagements dans une nouvelle organisation syndicale. C'est le sens de l'appel rédigé en juin par l'UNEF, l'UNEF-ID et des associations étudiantes.

Cet appel à construire tous ensemble une nouvelle organisation part de la nécessité de transformer l'Université et de l'importance de se syndiquer pour cela, dans le respect des diversités.

Quelle vision de l'Enseignement Supérieur, quelles propositions et actions pour mieux vivre et étudier, quelle rénovation du syndicalisme étudiant...Ces questions sont posées à tout le mouvement étudiant et personne n'a le monopole des réponses à y apporter.

C'est pourquoi cet appel propose que la réflexion et les actions soient collectives, que les étudiants soient largement impliqués et que tout ceci permette d'aboutir en décembre à un congrès fondateur d'un nouveau syndicat étudiant.

C'est le sens de cet appel. C'est également le sens des coupons de participation à ce congrès. Ces coupons c'est le meilleur moyen d'éviter les stratégies d'appareil pour mettre le débat entre les mains du plus grand nombre.

Si l'UNEF et l'Unef-ID ont souhaité maintenir la possibilité d'adhérer à l'un ou l'autre des syndicats, il n'en demeure pas moins que dès maintenant chacun compte pour un dans la construction de ce processus.

Chacun compte pour un avec ses idées, ses attentes, ses propositions, ses expériences.

Dans l'UNEF, comme dans l'Unef-ID ou les associations étudiantes, rien n'est figé quant à la manière dont le congrès fondateur doit être préparé, rien n'est figé sur les pratiques syndicales de même rien n'est figé sur les propositions à formuler pour l'Université.

L'heure est donc au débat, aux rencontres, à la confrontation des idées, à l'élaboration collective et aux expériences communes à réaliser sur cette rentrée universitaire.

La mise en place des CLP locaux comme la diffusion très large des coupons de participation doivent aider à ça, de même que les batailles communes sur cette rentrée.

D'ores et déjà des expériences ont été réalisées. A Nanterre par exemple, la tenue du SOS inscription a été dès le départ engagé de manière unitaire. L'UNEF et l'UNEF -ID ont rédigé ensemble une fiche de recensement des bacheliers sans fac et les coordonnées ont été gérées ensemble. Sur cette fac, l'Unef-ID est de loin la première organisation étudiante.

Pourtant, parce que les sans facs ont été en permanence au cœur de la bataille, tant dans l'organisation des tours tél. Que dans l'élaboration de propositions, d'actions, de tracts, de communiqués de presse... ce sont eux qui ont décidé de tout.

A aucun moment les choses ne se sont réglées entre les syndicats seuls. Militants de l'UNEF, de l'UNEF -ID et bacheliers sans fac ont avancé ensemble, à égalité, dans le respect des décisions prises collectivement.

Cette démarche a contribué à bousculer les syndicats dans leurs pratiques.

Ainsi quand les batailles sont publiques, quand elles impliquent les étudiants, c'est bien le chacun compte pour un qui prime quels que soient par ailleurs les résultats électoraux.

C'est ce type d'expériences qu'il s'agit maintenant de rééditer sur nos facs, une démarche qui consiste à faire le point avec l'Unef-ID comme avec les autres assocs étudiantes des difficultés de cette rentrée et à engager ensemble une série de batailles en y impliquant largement les étudiants.

Dédoublement de TD, zéro-expulsion, lutte contre les frais illégaux, réflexion sur la pédagogie, refonte de l'aide sociale... toutes ces batailles doivent faire l'objet de mise en place de CLP sur chaque campus.

En effet, si le but des CLP est d'ouvrir la réflexion et de préparer la tenue de congrès fondateurs en décembre, c'est avant tout d'échanges sur notre vision de l'Enseignement Supérieur, d'expériences concrètes en cette rentrées universitaires que doit naître un nouveau syndicat étudiant.

Car c'est avec les étudiants qui participeront à ces actions, de la signatures de pétitions à un rassemblement pour des aides d'urgence, que cette organisation nouvelle est à construire.

Les CLP peuvent donc être à l'initiative de pétitions, de tracts, d'actions unitaires pour qu'en cette rentrée le rapport de force soit le plus favorable possible aux étudiants. Nous pourrions ainsi faire un tract national unitaire. Dans chacune des actions engagées n'hésitons pas à diffuser largement les coupons de participation. A titre d'exemple le rassemblement que l'UNEF, l'Unef-ID et les sans facs ont organisé devant le rectorat de Paris le 14 septembre a été l'occasion de remplir 30 coupons auprès des bacheliers présents.

De plus, chaque action devient l'occasion pour définir avec les étudiants de nouvelles pratiques syndicales et de nouveaux modes d'organisation. Par exemple, quand nous avons lancé l'an dernier un questionnaire pour les étudiants en art, les discussions avec les étudiants nous ont poussé à réfléchir à une mise en réseau au niveau national des étudiants de cette filière. De même que la multiplication sur les facs de nos initiatives en direction des étudiants étrangers a fait naître l'idée d'une rencontre nationale pour ce premier semestre.

C'est donc bien cette capacité à associer batailles, débats sur les modes d'action et les pratiques syndicales qui doit déterminer très concrètement la construction d'une nouvelle organisation.

Enfin, si nous avons été exigeants quant à ce que nous avons à apprendre des étudiants nous devons de la même manière commencer par être attentifs aux attentes des adhérents de l'UNEF.

Nous pourrions alors décider lors de ce CN de mettre en place un bulletin régulier favorisant une meilleure circulation des infos et permettant d'ouvrir tous les 15 jours par exemple une tribune de discussion pour que chaque adhérent maîtrise et puisse s'exprimer sur les débats qui traversent actuellement le mouvement étudiant, l'UNEF en particulier.

Il s'agit donc bien de renouveler nos pratiques de discussions.

La consultation nationale des adhérents un événement dans l'UNEF, une démarche inédite dans le syndicalisme étudiant.

Depuis le congrès de Pantin, nous avons décidé de multiplier les lieux, les espaces où tous les adhérents peuvent s'exprimer, compter pour un dans le débat et les décisions prises par l'UNEF. C'est donc avec l'ambition de mieux prendre en compte les exigences, les aspirations des adhérents, de mieux les écouter, de mieux leur donner la parole et donc d'être plus efficace, que nous avons décidé d'envoyer une consultation à chaque adhérent et ce quelque soit leur situation, leur motivation ou le temps qu'ils ont à consacrer au militantisme.

Alors, les garanties démocratiques, le nombre d'adhérents qui auront répondu à cette consultation seront les deux éléments pour qu'elle soit bien le reflet de l'UNEF.

Garanties Démocratiques pour chaque personne a charge de l'animer et donc en premier lieu, les membres du CN) que chaque adhérent qui y répond n'ai pas le sentiment d'être floué, que tout est décidé à l'avance. Plusieurs propositions ont été émises lors du dernier bureau national, nous devons encore les peaufiner et les décider : une

date pour arrêter la liste "électorale", une vérification de cette liste, l'envoi d'un courrier "type rond comme une orange" à tous les adhérents qui redonne l'ensemble du débat qui traverse l'UNEF, une sorte de tribune d'expression, que l'envoi de cette consultation se fasse à une boîte postale plutôt qu'au siège national de l'UNEF, joindre avec la consultation une enveloppe T (pré timbrée).

Toutes ces conditions doivent être réunies si nous voulons que cette consultation est un poids, soit réellement reconnue.

Bien sur, les garanties démocratiques ne suffisent pas à elles seules pour réussir cette consultation, le nombre d'adhérents consultés sera lui aussi déterminant. Alors permettre à tous les adhérents de maîtriser les débats qui traversent l'UNEF sur la création d'une nouvelle organisation, mais aussi sur les enjeux à relever pour imposer une Université de la réussite, ou encore sur l'utilité de se syndiquer pour imposer ses exigences est bien évidemment la première chose à faire. Se pose donc la question d'animation de la consultation.

N'hésitons pas avec les secrétaires d'AGE à mettre en place des collectifs d'animation de cette consultation. Ces collectifs pourront par exemple aider à organiser le tour téléphonique, des réunions par amphithéâtre, par campus, par cité U pour permettre un échange d'opinion, avoir un point régulier du nombre de consultations remplies...

Cette consultation est un outil pour faire le point avec chaque adhérent, l'associer à la vie de l'UNEF et donc aux décisions prises et donc en premier lieu avec chaque adhérent de l'année dernière.

C'est donc un bon moyen pour réussir une bonne remise de carte.

Loin d'être un simple référendum, cette consultation va nous permettre d'enrichir le débat sur le renouveau du syndicalisme, de propositions, d'idées nouvelles.

A partir de cela, se pose la question de la tenue d'un congrès de l'UNEF, question qui n'a pas été tranchée en BN afin que l'on y réfléchisse tous ensemble aujourd'hui.

La tenue d'un congrès "classique" de l'UNEF pose plusieurs questions que nous devons prendre en compte : celle du temps nécessaire à sa préparation, alors que nous sommes en pleine rentrée universitaire, que de nombreuses batailles nous attendent et que nous risquons de ce fait de nous couper des étudiants en nous concentrant sur notre réflexion interne.

Par contre il est certain que nous avons besoin d'un événement pour faire le bilan de la consultation et à partir des résultats, continuer à avancer sur nos propositions pour l'Université, notre démarche syndicale... en bref peaufiner les bases sur lesquelles nous souhaitons renouveler le syndicalisme étudiant et construire une nouvelle organisation.

Ce moment doit-il être un CN, un CN élargi, un congrès ? Nous devons en décider aujourd'hui.

Compte rendu succinct de la discussion du CN du 23 septembre à Paris 8

La discussion du CN s'est déroulée autour de deux axes principaux :

Les conditions de rentrée et le débat budgétaire

Le processus engagé sur la création d'une nouvelle organisation syndicale, congrès de l'UNEF et consultation nationale des adhérents.

Les conditions de rentrée et le contexte social dans lesquelles elles se déroulent ont amené les représentants des AGE présents à partager de manière quasi unanime l'analyse du rapport introductif. De nombreux intervenants sont revenus sur la nécessité d'une journée d'action nationale et unitaire sur le débat budgétaire, sur la nécessité que l'Enseignement Supérieur soit aussi concerné par la croissance et les cagnottes fiscales.

Le débat budgétaire ne se pose pas dans l'absolu, de nombreuses interventions ayant fait état de problèmes directement liés à la question budgétaire :

manque de logement sur les différentes académies (300 demandes / 30 places)

problème de certaines filières qui correspondent aux filières bouchées (art, psycho,...)

frais illicites

problèmes d'encadrement (Versailles St Quentin)

Enfin, plusieurs intervenants soulignent le fait que le débat / journée d'action sur le budget ne soit pas dissocié des dispositifs mis en place par l'UNEF (SOS TD, SOS aide sociale, zéro expulsion...) afin que tout de suite on puisse chiffrer les besoins et s'organiser avec les étudiants en conséquences.

De plus, un certain nombre d'interventions ont lié les actions de rentrée et le processus en cours avec l'UNEF ID et des associations étudiantes, mettant en relief l'aspect unitaire de ces actions, pour être plus utiles et plus efficaces, pour instaurer un véritable rapport de force.

Le débat fut plus vif sur la préparation du congrès de l'UNEF et la consultation des adhérents, une partie des représentants des AGE présentes préférant la préparation d'un congrès "traditionnel" à une consultation des adhérents comme phase préparatoire au congrès décisionnel de l'UNEF, proposée dans le rapport.

Une motion allant dans le sens de préparation d'un congrès traditionnel a été soumise au vote en fin de CN après discussion.

La question du congrès et du processus ont été liées par beaucoup au contexte de rentrée : préparer le congrès de l'UNEF et le congrès fondateur en étant offensifs et en menant le débat budgétaire de façon unitaire et public avec les étudiants.

Outre ces deux points qui sont revenus largement dans le débat, d'autres questions ont été soulevées :

la situation des étudiants étrangers

plus largement la question des discriminations

comment faire avancer le débat dans l'UNEF.

Sur de nombreuses Universités, le problème des étudiants étrangers persiste voire s'amplifie, par exemple sur 350 dossiers de SOS inscription à Nanterre 50 sont étudiants étrangers sans papier, l'Université Paris 8 refuse de réinscrire ou d'inscrire des étudiants qui n'ont pas les bons visas.

La proposition d'une action nationale autour de cette question a été faite.

En fin de CN les votes ont eu lieu.

Vote du rapport : 26 pour, 14 contre, 2 abstentions, 4 n'ont pas pris part au vote

Motion contre les licences professionnelles : 19 pour, 20 contre, 7 abstention, 1 nppv

Motion sur le congrès : 20 pour, 22 contre, 2 abstention, 1 nppv

Après les votes sur les motions et le rapport, le CN a procédé au renouvellement du BN.

Ont été élus :

Stéphane Cadou (Orléans), Julien De Benito (Bordeaux), Elodie Faber (Rouen), Guedid Youssouf (Montpellier), Nacer Lahiouel (Paris 8), Loïsch Raschel (Tours), Natacha Sonner (Evry), Laurent Caro (Rennes).

Les AGE de Lyon et Dijon n'ayant pas pu se réunir avant le CN, une place a été laissée vacante à un responsable de ces AGE.

Les motions sont jointes au compte rendu.

Licences professionnelles

Les licences professionnelles constituent une double attaque. Une première contre les conditions d'études. Les licences professionnelles tentent de casser le cadre national des diplômés!. Elles organisent des stages dans des conditions déplorables (durée du stage, rémunération, évaluation des étudiants de fait par des industriels...).

La deuxième attaque est contre le monde et le droit du travail eux-mêmes. Les stages mettent en concurrence des travailleurs et les stagiaires, ce qui fait pression sur les premiers en offrant les deuxièmes aux patrons, comme une main d'œuvre gratuite ou presque.

Le collectif National de l'UNEF, réuni le 23 septembre, s'oppose donc à toutes les formes de licences professionnelles.

Sur le congrès de l'UNEF

La direction nationale issue du 79e congrès prétend organiser le 80e en octobre ou novembre, alors qu'à la date d'aujourd'hui aucun travail de préparation n'a été accompli.

Certains de ses membres semblent même suggérer qu'il serait opportun de le supprimer au profit d'un questionnaire envoyé aux adhérents, ce qui ferait perdre moins de temps. Ceux-là au moins ont une démarche cohérente, qui considèrent qu'il faut, par les moyens les plus économiques, amener l'UNEF là où la majorité des AGE ne veulent pas aller: le prétendu congrès de réunification convoqué par l'U-ID en décembre, tout ayant été tranché définitivement par le vote d'une liste unique au CNESER par un CN à l'ordre du jour duquel elle ne figurait pas.

On donne donc à choisir au CN entre un congrès fantôme et un questionnaire bidon pour, comme on a liquidé sa représentation autonome au CNESER, liquider l'UNEF elle-même.

Nous refusons ce choix parce que nous refusons d'en être réduits à choisir les modalités d'une liquidation inéluctable. Nous voulons un véritable congrès qui décide, après débat dans toutes les AGE, d'une ligne syndicale cohérente et conséquente, sur la question de l'unité avec l'U-ID comme sur toutes les autres. Cela suppose un certain temps de préparation. C'est à raison que l'article 43 du règlement intérieur spécifie que "Le Bureau National soumet à l'ensemble des adhérents des textes qui doivent parvenir aux AGE deux mois avant l'ouverture du Congrès national". Comme la rédaction de tels textes n'a pas encore été commencée, cela exclut que le 80e congrès se tienne avant la deuxième moitié du mois de décembre.